

BRÈVES SECTORIELLES Espagne & Portugal



Une publication du SER de Madrid et du SE de Lisbonne

Décembre 2025

Le chiffre : Sur les 235 projets énergétiques transfrontaliers reconnus par la Commission européenne comme projets d'intérêt commun ou mutuel, **19** concernent le Portugal, l'Espagne et la France. Ces projets relatifs à des infrastructures électriques, de stockage ou d'hydrogène seront éligibles à des financements européens et leur mise en œuvre fera l'objet d'un suivi, conformément à la récente initiative « Autoroutes de l'énergie ».

Transition énergétique

Portugal - Un nouveau record historique de consommation d'électricité jusqu'en novembre 2025.

Selon l'opérateur du réseau *Redes Energéticas Nacionais*, la consommation totale a augmenté de 2,9 % sur un an (2 % une fois corrigée des effets de température et des jours ouvrables). En novembre, la hausse annuelle atteint 6,6 %, ou 2,3 % après correction. Jusqu'à fin novembre, les énergies renouvelables (EnR) ont couvert 68 % de la demande nationale, l'hydroélectricité représentant 26 %, l'éolien 25 % et la solaire 12 %.

Espagne – Progression du photovoltaïque, recul de l'éolien et soutien réaffirmé en faveur du stockage.

Au troisième trimestre, les énergies renouvelables ont assuré 53,3 % de la production électrique en Espagne (37 583 GWh, +2 % sur un an). Le photovoltaïque affiche une dynamique soutenue (+11,2 % sur un an), portée par l'ajout de 770 MW de nouvelles capacités au cours du trimestre, portant la puissance solaire totale à 37 GW, soit 41 % de la capacité renouvelable nationale. Dans ce contexte, et après l'abandon à l'été de mesures dites « anti-apagón », le gouvernement a adopté en novembre un décret visant à accélérer le déploiement du stockage d'énergie afin d'améliorer la stabilité et la flexibilité du réseau. Le texte simplifie l'intégration du stockage aux installations existantes, en allégeant les procédures environnementales et en réduisant les délais d'instruction pour les projets hybrides. À horizon 2030, le PNIEC fixe un objectif de 22,5 GW de capacités de stockage, contre 3,5 GW actuellement.

Espagne – Des subventions en faveur de projets innovants de transformation territoriale et de lutte contre le dépeuplement.

Le ministère de la transition écologique et du défi démographique a indiqué soutenir à hauteur de 52 M€ (montant doublé par rapport à 2024) des projets promus par les collectivités locales, des organismes à but non lucratif et les petites et moyennes entreprises. Les subventions couvriront jusqu'à 90 % des coûts des projets, dans la limite de 300 000 €. Sont considérés comme prioritaires les projets qui contribuent à lutter contre le dépeuplement de territoires touchés par des catastrophes naturelles, à réparer les dommages subis ou à renforcer leur résilience future ainsi que ceux visant à améliorer l'efficience et la qualité des services sur le territoire, à soutenir le développement économique et social, à renforcer les transports, la mobilité et le logement ainsi qu'à encourager la coopération, l'engagement associatif et les solidarités locales.

Portugal - Trois places gagnées dans l'Indice de performance climatique et création d'un marché national de compensation carbone.

Selon le *Climate Change Performance Index*, présenté à la COP30 à Belém, le Portugal figure parmi les pays les mieux classés en matière de lutte contre le changement climatique, sur la base des données d'émissions de 2023 et de l'évaluation des politiques prévues à l'horizon 2026. Cette performance reste toutefois contrastée : malgré de bons résultats globaux sur les émissions, le pays affiche des résultats moyens en énergies renouvelables, en consommation d'énergie et en politiques climatiques, tandis que les émissions du secteur des transports continuent d'augmenter (+7 % en 2023), représentant désormais 36 % des émissions nationales. Dans ce contexte, en complément des marchés internationaux permettant aux entreprises de compenser leurs émissions, le gouvernement a lancé un marché national du carbone permettant à différents acteurs (entreprises, collectivités et citoyens) de compenser les émissions difficiles à réduire par des investissements dans des projets locaux, notamment forestiers. Ce dispositif vise à renforcer l'atteinte des objectifs climatiques tout en valorisant les services écosystémiques, en soutenant la gestion active des forêts et en ancrant davantage l'action climatique dans les territoires.

Espagne - Les glaciers frappés par un recul historique dans les Pyrénées.

Les derniers glaciers du versant espagnol des Pyrénées ont subi en 2024-2025 l'un de leurs reculs les plus marqués jamais enregistrés, avec une perte moyenne de plus d'un mètre d'épaisseur en une seule année. D'après le groupe Cryopyr, cette accélération, qui surprend même les scientifiques, envisage une disparition totale des glaciers d'ici moins de dix ans. Le glacier de l'Aneto, le plus vaste d'Espagne, s'est fragmenté et a vu sa surface se réduire, tandis que d'autres, comme celui de l'Infiernos, ont désormais perdu toute activité glaciaire. Cette évolution illustre l'extrême vulnérabilité des glaciers pyrénéens face au réchauffement climatique, en dépit d'hivers parfois plus neigeux.

Industrie

Portugal - Un marché automobile en croissance de 4,5 % en novembre 2025.

Selon les données de l'Association portugaise de l'automobile, les voitures particulières ont enregistré une croissance de 3,4% en novembre (par rapport à novembre 2024) et de 6,7 % depuis le début de l'année, pour un total de 232 963 unités. Dans ce segment, 22,9 % des véhicules vendus de janvier à novembre étaient électriques, une proportion qui a atteint 32,5 % pour le seul mois de novembre, où les voitures à énergie alternative (électriques et hybrides) ont représenté 69,3% du total. Les véhicules à essence représentaient 25 % et les véhicules diesel 5,7 %.

Espagne – Croissance et soutien public en faveur des véhicules électriques.

Le marché automobile espagnol connaît en 2025 une forte reprise, avec plus de 1,1 million de véhicules neufs attendus, soit une hausse annuelle de 14,7 %, un niveau inédit depuis 2019. Cette dynamique est principalement portée par les véhicules électrifiés, dont les ventes ont doublé par rapport à 2024 pour atteindre plus de 200 000 unités. Les voitures électriques et hybrides rechargeables représentent désormais 19,3 % des immatriculations, soit un gain de huit points en un an, confirmant l'accélération de la transition du marché. Dans ce contexte, le gouvernement espagnol a annoncé le lancement du plan Auto+, doté de 400 M€ pour 2026 et géré au niveau national. Successeur du plan Moves III, qui a soutenu l'achat de 170 000 véhicules électrifiés depuis 2021 et restera en vigueur jusqu'à fin 2025, Auto+ vise à accélérer le renouvellement du parc. Sa principale innovation réside dans l'application directe des aides au moment de l'achat, simplifiant les procédures et répondant aux attentes du secteur.

Portugal – Un projet de fabrication de batteries au lithium financé par l'UE.

Dans le cadre de la réduction des émissions de dioxyde de carbone, la Commission européenne prévoit de financer à hauteur de 2,9Md€, 61 projets technologiques de pointe à impact nul. Au Portugal, le projet retenu est Nextgen Cam, dédié à la production d'oxyde de lithium-nickel-manganèse, un matériau actif pour cathodes utilisé dans les batteries lithium-ion rechargeables, essentielles aux véhicules électriques et au stockage de l'énergie. Selon la Commission, Nextgen Cam sera une unité industrielle pionnière dans ce type de production, contribuant à la chaîne de valeur européenne des batteries et à la transition énergétique.

Espagne - 150 M€ pour soutenir l'économie circulaire du plastique.

Le gouvernement a, à la mi-octobre, lancé un programme de soutien à l'économie circulaire dans le secteur du plastique. Doté de 150 millions d'euros et financé par les fonds Next Generation UE, il vise à réduire les déchets plastiques, renforcer la protection environnementale et moderniser les processus industriels. Il financera 125 projets portés par 132 entreprises dans 14 communautés autonomes, avec des aides allant de 100 000 à 9 millions d'euros par projet, notamment pour la gestion des déchets de tiers, l'éco-conception et la digitalisation. Les initiatives incluent le recyclage, la valorisation des plastiques, la réduction des matières vierges et la création d'emballages durables. Les projets devront être achevés d'ici le 31 octobre 2027, contribuant à transformer le secteur vers un modèle circulaire et respectueux de l'environnement.

Transport

Espagne – Adoption de la loi sur la mobilité durable après plus de trois ans de débat parlementaire.

Structurée autour de la durabilité, la numérisation, la cohésion sociale et la cohésion territoriale, la loi fait de la mobilité un « droit citoyen ». Elle intègre de mesures en faveur de la continuité des services de transport dans les zones rurales et la mobilité douce (vélo). Elle poursuit un objectif d'amélioration de la qualité de l'air en obligeant les entreprises de plus de 200 employés à créer des plans de mobilité. Elle contribue aux objectifs de décarbonation du secteur en promouvant des alternatives aux transports carbonés (réduction souhaitée des vols de courte durée) et en soutenant le fret ferroviaire ainsi que le recours aux trains de nuit. Son adoption devrait faciliter la mobilisation de 10 Md€ de fonds européens. Cette loi a été complétée par des annonces du Gouvernement en faveur de l'acquisition de véhicules électriques (Plan Auto 2030 +) ou de la mobilité des citoyens (abonnement de transport unique pour les trains de banlieue, de moyenne distance et les bus du réseau national).

Portugal - Air France-KLM, Lufthansa et International Airlines Group (IAG) intéressés par une prise de participation dans TAP.

Air France-KLM est le premier groupe à avoir soumis sa manifestation d'intérêt à Parpública - l'agence portugaise de gestion des participations de l'État - conformément au cahier des charges de l'appel d'offres. Parpública a annoncé avoir reçu trois déclarations d'intérêt : Air France-KLM, Lufthansa et IAG, la maison mère d'Iberia et British Airways. L'agence disposait de 20 jours à compter du 21 novembre pour préparer un rapport descriptif des parties intéressées, en évaluant leur conformité aux exigences de participation. Pour être retenus, les candidats devaient satisfaire aux critères définis : chiffre d'affaires d'au moins 5 Md€ sur les trois dernières années, solidité financière, bonne réputation et expérience dans le secteur aérien.

Portugal – Approbation imminente de l'appel d'offres portant sur le second tronçon de la ligne à grande vitesse (LGV) Lisbonne-Porto.

L'appel d'offres pour le deuxième partenariat public-privé de la LGV Lisbonne-Porto, pour le tronçon Oiã–Soure (Aveiro–Coimbra), n'a pas encore été soumis au Conseil des ministres, le retard étant imputé à l'approbation du ministère des Finances et au processus budgétaire. Le ministre des Infrastructures et du Logement, Miguel Pinto Luz, a indiqué que le relancement de l'appel d'offres devrait être approuvé d'ici la fin de l'année et a rappelé que le budget du ministère pour 2026 s'élève à 15 Md€, dont 5 Md€ pour le gestionnaire de réseau public Infraestruturas de Portugal (IP). Par ailleurs, le gouvernement a annoncé l'acquisition de 200 nouvelles rames pour Comboios de Portugal (CP), dont 100 fabriquées au Portugal, afin de renforcer le matériel roulant pour les lignes à grande vitesse et les services régionaux.

Espagne – Prolongation de 5 ans de l'exploitation de la ligne ferroviaire reliant La Mecque et Médine (Arabie Saoudite).

L'opérateur public espagnol, la Renfe, et ses partenaires ont signé un nouvel accord visant à prolonger le service existant (Haramain HSR) jusqu'en 2038. Afin de prendre en compte l'évolution de la demande (7 millions de passagers supplémentaires par an), 20 trains supplémentaires pourraient être achetés, pour un montant de 800 M€, et compléter une flotte actuelle de 35 unités produites par Talgo et Bombardier.

Tourisme

Portugal – Diminution, pour le 4^e trimestre consécutif, du poids des touristes étrangers dans la croissance.

Selon les données de l’Institut national de la statistique, les étrangers ont représenté 67,8% des nuitées entre juillet et septembre 2025, soit le plus bas niveau depuis le troisième trimestre de 2022. Les touristes non-résidents proviennent majoritairement du Royaume-Uni (17,9% des touristes non-résidents, malgré une baisse de 2,3% en termes homologues), d’Espagne (-6,9%) et d’Allemagne (+2,5%). Parmi les dix premiers marchés émetteurs, les Etats-Unis enregistrent la plus forte hausse (+6,7% de nuitées), suivis du marché canadien (+3,7 %), à l’inverse de la France, dont le nombre de nuitées a baissé de près de 4% (4^{ème} plus forte baisse). Selon le baromètre du tourisme récemment publié par la Fondation Francisco Manuel dos Santos, bien qu’ils reconnaissent les avantages du secteur en termes d’emploi, d’investissement et de diversité des services, les Portugais considèrent que le tourisme est responsable des difficultés d’accès au logement et de la hausse généralisée des prix.

Espagne – Des recettes à un niveau record.

Le tourisme demeure important dans l’économie espagnole, avec des recettes internationales attendues au-delà de 100 Md€ en 2025, un niveau comparable aux exportations de pétrole brut de pays comme les États-Unis ou la Russie. Cette performance conforte le rôle stratégique du secteur dans la balance des paiements espagnole. Parallèlement, le tourisme d’affaires poursuit sa dynamique, avec une croissance annuelle estimée entre 1,5 % et 2,5 %. Classée troisième mondiale en 2024 pour l’accueil de congrès internationaux, l’Espagne a généré 14,3 Md€ de chiffre d’affaires dans ce segment, en hausse de 7 %. Les recettes devraient atteindre près de 15 Md€ en 2025 et 15,4 Md€ en 2026, pour un volume estimé à 10,9 millions de voyageurs.

Logement

Portugal - Un budget 2026 en faveur de l’offre et visant à faciliter l’accès au logement.

Adopté le 27 novembre, le budget de l’État pour 2026 inclut la mise en vente d’immeubles publics afin de les transformer en logements abordables, avec un objectif de 59 000 logements d’ici 6 ans (dont 33 000 financés par le Plan de Relance et de Résilience -PRR). L’Institut du logement et de la réhabilitation urbaine allouera 800 M€ à des programmes favorisant l'accès au logement, le parc de logements sociaux bénéficiera de 360 M€, le fonds d'urgence de 28 M€ et la rénovation du parc de logements de 10 M€. Le budget mobilise des biens publics (immeubles et terrains) pour de nouveaux projets de logement, renforce l’offre de logements locatifs à loyers modérés et maintient l’exonération de l’Impôt sur les Transmissions Patrimoniales pour les primo accédants, avec des seuils actualisés à 330 539 € pour une exonération totale et 660 982 € pour une exonération partielle. Les procédures de construction sont simplifiées et les municipalités pourront octroyer des garanties immobilières.

Espagne – Des prix immobiliers identiques ou supérieurs, en valeur nominale, à ceux de l'année 2007, année de la bulle immobilière.

Les prix de l'immobilier ont déjà dépassé les niveaux de la bulle de 2007 dans sept capitales provinciales, et cette tendance pourrait s'étendre. En 2025, le nombre de transactions pourrait dépasser 700 000, soit un niveau inédit depuis 2007, porté par la baisse des taux d'intérêt et le dynamisme de la demande. Au troisième trimestre, le prix moyen a atteint 2 018 €/m², en hausse de 11,7 % sur un an. Malgré ces records, le risque de bulle est jugé limité, la hausse s'expliquant principalement par une offre insuffisante plutôt que par un excès de crédit. En revanche, l'accès à la propriété se dégrade fortement : l'effort financier dépasse largement le seuil recommandé sur les principaux marchés. Madrid, Malaga et Barcelone affichent les taux d'endettement les plus élevés, supérieurs à 50 %.

Portugal – Un exemple en matière de rénovation énergétique des logements.

La Commission européenne a salué les efforts nationaux après plus de 85 000 rénovations énergétiques de bâtiments résidentiels, en soulignant le rôle du PRR dans ces réalisations. Selon le gouvernement, les mesures prises ont permis d'améliorer l'efficacité énergétique des habitations, d'accroître le confort thermique pour des milliers de foyers et de réduire de façon significative les factures d'énergie des ménages les plus vulnérables. Le rapport souligne que le parc résidentiel partait d'une situation structurellement défavorable (environ 75 % des logements classés « C ou moins ») et qu'environ 17,5 % de la population vivait en situation de précarité énergétique, ce qui rend les progrès particulièrement importants. Selon la Commission européenne, le Portugal a déjà réalisé plus de 85 000 rénovations énergétiques dans des bâtiments résidentiels.

La Direction Générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Madrid et Service économique de Lisbonne

Rédaction : SER de Madrid et SE de Lisbonne :

Alvaro Espino, Sandra de Gregorio, Abdesslam Nagi et Jeanne Pais.

Abonnez-vous : espagne@dgtresor.gouv.fr